

L'affaire Khashoggi. Quelles implications régionales et internationales pour la Turquie ?

Bayram Balci, Jean-Paul Burdy

▶ **To cite this version:**

Bayram Balci, Jean-Paul Burdy. L'affaire Khashoggi. Quelles implications régionales et internationales pour la Turquie ?. Études : revue de culture contemporaine, 2019, 2 (Février), pp.7-18. 10.3917/etu.4257.0007 . hal-02178104

HAL Id: hal-02178104

https://sciencespo.hal.science/hal-02178104

Submitted on 9 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Affaire Khashoggi : quelles implications régionales et internationales pour la Turquie ?

Bayram BALCI, IFEA, CERI/Sciences Po Paris

Jean-Paul BURDY, Sciences Po Grenoble

Pour se rendre au sommet du G20 en Argentine (30 novembre-1er décembre 2018), puis pour en revenir, le prince-héritier saoudien, ministre de la Défense et chef de la Cour royale Mohammed ben Salmane a multiplié les étapes de « réhabilitation internationale » après « l'affaire Khashoggi »: reçu à bras ouverts (et sans surprise) à Abou Dhabi, Manama (Bahreïn) et Nouakchott (Mauritanie), conspué par des manifestants tunisiens et yéménites à Tunis, ignoré par le président Bouteflika (officiellement « grippé ») à Alger… A Buenos-Aires même, loin de se trouver ostracisé, ou d'être traité en "paria" comme le prédisaient certains experts, le prince héritier a été au contraire très entouré. Le président russe a multiplié les gestes chaleureux à son égard ; le président chinois l'a encouragé à continuer ses réformes ; le président français, « très tendu » a échangé quelques phrases avec lui lors d'un très bref aparté, n'obtenant en retour qu'une moue peut-être ironique et un énigmatique : « *Ne vous inquiétez pas !* » ; le président américain lui a serré la main au passage, semblant avoir complètement oublié ses prises de position successives totalement contradictoires sur le meurtre d'un journaliste du *Washington Post*.... Le seul chef d'Etat et de gouvernement qui a ostensiblement ignoré le Saoudien en passant devant lui pour la photo officielle est le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Rappelant ainsi que la Turquie n'entend pas, comme certains, passer l'éponge sur un épisode révélateur des méthodes employées par *« le jeune- prince- réformateur- aimé-des-jeunes-Saoudiens* », pour reprendre la litanie d'observateurs arabes et occidentaux que l'on peut estimer bien complaisants à l'égard de MBS depuis 2015. Car Ankara entend bien continuer à exploiter et valoriser politiquement le meurtre sordide du journaliste au consulat saoudien d'Istanbul.

Dans la litanie des crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés au Yémen depuis 2015 par l'Arabie saoudite, l'affaire Khashoggi aurait pu passer inaperçue, tant la coalition menée par l'Arabie saoudite a fait éliminer personnalités et journalistes gênants, et frappé par ses bombardements aériens et son blocus alimentaire et humanitaire des milliers de civils. Et pourtant, deux mois après sa disparition, le journaliste Jamal Khashoggi continue à occuper une place importante et à susciter débats et polémiques dans les médias de nombreux pays, en Europe, aux États-Unis, dans le monde arabe et bien sûr en Turquie où a eu lieu le crime.

En Turquie, l'affaire est loin d'être classée et fait même l'objet d'instrumentalisation politique. La chaîne américaine CNBC avance, par exemple, que certains cadres du département américain de la justice seraient prêts à négocier l'extradition de Fethullah Gülen des États-Unis[1], comme le réclame à grand bruit Ankara depuis des années, contre la promesse de desserrer l'étau imposé par la Turquie sur l'Arabie saoudite, grand allié de l'Amérique dans la région[2]. Montée en épingle, l'affaire Khashoggi devient un levier politique dans les relations entre les trois pays qu'elle concerne au premier abord. Mais les États-Unis sont également directement concernés, puisque le journaliste était une plume

[1] Tucker Higgins, "To ease Turkish anger over journalist's killing, White House considers extraditing an enemy of Erdogan: *NBC,* november 2018, https://www.cnbc.com/2018/11/15/trump-admin-considers-khashoggi-murder-trying-to-extradite-gulen.html

[2] Tucker Higgins, "To ease Turkish anger over journalist's killing, White House considers extraditing an enemy of Erdogan: NBC", https://www.cnbc.com/2018/11/15/trump-admin-considers-khashoggi-murder-trying-to-extradite-gulen.html

éminente du *Washington Post*. Et même au-delà, tout le Moyen Orient s'est pris de passion pour cette affaire fourre-tout dans laquelle chacun déverse son fiel, jusqu'à cristalliser toutes les tensions. Quelle sont donc les implications actuelles de cette affaire pour la Turquie, ses perspectives d'évolution et la manière avec laquelle elle va marquer les relations entre ces trois États.

1) Ce que révèle et rappelle cette affaire dans les relations turco-saoudiennes

Pour la Turquie, Jamal Khashoggi n'est pas un journaliste comme les autres. Avant tout parce qu'il descend d'une grande famille ottomane partie de la ville de Kayseri vers la fin de l'empire ottoman et qui a joué un rôle important dans les liens entre la Turquie et l'Arabie saoudite, depuis que son grand-père, Mohammed Khashoggi, qui avait épousé une saoudienne, était devenu le médecin personnel du roi Abdelaziz Ibn Séoud, le fondateur du royaume d'Arabie saoudite. En Turquie, son nom est écrit dans sa version turque, Kaşıkçı, qui signifie « *fabricant* » ou *« marchand de cuillère*. » Loin de l'anecdote, c'est à un tout autre commerce que s'adonnait l'oncle de Jamal, le Saoudien Adnan Kaşıkçı / Khashoggi, *alias* AK (1935-1987), devenu l'un des hommes les plus riches du monde grâce aux commissions obtenues en tant que marchand d'armes américaines et françaises au Moyen Orient, puis devenu financier et sépulateur international[3]. Au-delà de ses origines turques, c'est par la nature de son engagement politique que l'homme assassiné dans le consulat saoudien est d'une grande importance pour la Turquie, notamment pour le président Recep Tayyip Erdogan. En effet, à plusieurs reprises, ce journaliste influent, connu de tous les médias arabes a pris la défense des Frères musulmans, dont le modèle politique lui paraissait être le plus proche et le plus compatible avec la démocratie[4]. Il était devenu un disciple de plus en plus influent de la mouvance « frériste », ce en quoi il ne pouvait que plaire à Recep Tayyip Erdogan. En cela, Jamal Kaşıkçı était un modèle tel que la Turquie les défend, c'est-à-dire un intellectuel musulman et promoteur de l'islam politique incarné par le gouvernement AKP, bien distingué donc de ses collègues critiques de la politique d'Erdogan. Toutefois, l'intérêt de la Turquie pour cet homme et pour l'affaire dont il a été la victime, va bien au-delà et affecte les relations entre la Turquie et l'Arabie saoudite, entre la Turquie et les États-Unis, et même la stature de la Turquie sur la scène internationale. Revenons brièvement sur les raisons qui ont poussé l'Arabie saoudite à l'éliminer quel qu'en soit le prix.

Certes, l'Arabie Saoudite et son régime ont de nombreux critiques et détracteurs dans l'ensemble du monde arabe, et même, discrètement, en interne. Mais Jamal Khashoggi est une fois de plus une exception. Issu de l'intérieur du premier cercle du pouvoir, dont il fut l'un des défenseurs, sa rupture avec le régime et sa nouvelle posture d'opposant à l'étranger ont été perçues comme une menace plus inquiétante que les critiques de nombreux opposants soulignant le caractère rétrograde, voire « *arriéré* » du royaume[5], s'employant par ailleurs depuis des décennies à exporter dans le monde entier sa version fondamentaliste de l'islam , grâce aux pétrodollars, à de nombreuses organisations prosélytes (Université islamique de Médine, Organisation de la coopération islamique), mais aussi et surtout grâce à l'autorité et au pouvoir que lui donne son statut de « *protecteur des deux Villes saintes de La Mecque et Médine* », organisateur annuel du *hadj* , le pèlerinage à la Mecque et une des cinq obligations de l'islam.

Khashoggi gênait également la maison royale des Saoud, car le charismatique journaliste agissait non pas depuis des pays hostiles au Royaume, mais dans des pays amis et alliés, aux États-Unis et en

[3] Ronald Kessler, *The Richest Man in the World: The Story of Adnan Khashoggi*, Grand Central Publisher, 1986

[4] Tamara Cofman Wittes, « On Jamal Khashoggi, the Muslim Brotherhood, and Saudi Arabia »,*Brookings*, October 2018, https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2018/10/19/on-jamal-khashoggi-the-muslim-brotherhood-and-saudi-arabia/

[5] L'interdiction de conduire pour les femmes étant le symbole de cette "arriération". David Hearst, « Saudi journalist Jamal Khashoggi criticised the regime – and paid with his life », *The Guardian*, 8 October 2018, https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/oct/08/saudi-journalist-jamal-khashoggi-istanbul

Turquie, où sa voix portait visiblement préjudice à l'image de l'Arabie saoudite. En fait, s'il avait choisi d'agir depuis l'Europe, Khashoggi aurait sans doute été moins embarrassant pour les Saoudiens. Mais aux États-Unis, il était susceptible d'affaiblir l'alliance stratégique de Riyad avec Washington, conclue en 1945. En Turquie, il apportait de fait une caution politique à un islam turc que les Saoudiens n'ont jamais approuvé, car symbiotique avec les attributs d'une démocratie (quand bien même celle-ci tend ces dernières années vers l'illibéralisme) : élections, pluralisme, débats parlementaires, et donc un système politique aux antipodes de celui qui prévaut dans le royaume. C'est donc aussi pour cette raison que l'affaire Khashoggi importe à la Turquie. Ankara divulgue au compte-goutte les preuves et les enregistrements des écoutes qui témoignent de l'horreur de l'assassinat. Et c'est pour ces mêmes raisons et calculs politiques qu'elle maintient une pression politique sur l'Arabie saoudite, et par ce même biais, sur les États-Unis.

Un premier enseignement à tirer de cette affaire, et on l'oublie trop souvent, est que, depuis le XVIII^{ème} siècle, date de la fondation de la dynastie des Saoud, islam turc et islam saoudien n'ont jamais fait bon ménage. Sous contrôle du sultan ottoman dès 1517, la Péninsule arabique, berceau de l'actuelle Arabie saoudite demeure sous domination turco-ottomane jusqu'à la révolte arabe menée et coordonnée par les Britanniques pendant la Première guerre mondiale. Tout comme les Saoudiens n'oublient pas que, durant cette longue période de domination, les Ottomans ont détruit deux États saoudiens. En effet, fondé en 1745 par la famille Saoud et le prédicateur Abdal Wahhab, le premier État saoudien, au Nedjd, fut éradiqué par une expédition ottomane composée essentiellement de soldats albanais. Le roi Abdullah ben Saoud fut ramené à Istanbul, décapité devant la mosquée Sainte Sophie, et son corps est resté suspendu en place publique trois jours durant. Quant à l'imam Wahhab qui l'accompagnait, il subit le même sort, mais au bazar d'Istanbul, dans un lieu moins noble que le parvis de la Sainte Sophie. Au siècle suivant, une autre branche de la famille Saoud reconstituait le royaume à partir de la cité de Dirya, ce qui a déclenché une autre expédition ottomane, en 1871 qui, avec l'aide de tribus rivales des Saoud, élimina le deuxième l'État saoudien. Ces épisodes historiques imprègnent encore les mémoires, surtout du côté de Riyad, capitale d'un royaume finalement bien récent comparé à l'Empire ottoman, et plus encore à l'Empire perse. Le père du roi Salmane (sur le trône depuis 2015), Abdelaziz Ibn Saoud, (né en 1876 ou 1880, décédé en 1953) d'abord vassal des Ottomans, a été élevé par les Britanniques au rang de combattant contre les Turcs durant la Première guerre mondiale. Et, après avoir éliminé la dynastie des Hachémites du chérif Hussein, il a construit le sabre à la main l'indépendance d'un royaume qui devient en 1932 l'Arabie saoudite [6]. Dans l'imaginaire des Turcs, cette révolte arabe contre les Ottomans, construite par et pour Londres lors de l'épopée flamboyante de *Lawrence d'Arabie,* reste le *« coup de poignard dans le dos »*, un acte de trahison originel.

A ce différend historique entre Ottomans et Saoudiens, vient s'ajouter une autre querelle, d'ordre religieuse et théologique, souvent méconnue ou sous-estimée au profit du clivage chiites/sunnites au Moyen Orient. Bien que tous deux issus du sunnisme, les islams turc et saoudien sont différents, voire antagonistes. Malgré ses divers courants, l'islam sunnite pratiqué par les Turcs est, dans une large mesure, ouvert aux courants mystiques et soufis, c'est-à-dire qu'il accorde de l'importance, voire une certaine vénération, à des figures savantes de l'islam, notamment les chefs de confréries comme la naqchibendiyya, la qadiriyya, et leurs divers sous-groupes. En revanche, dans l'islam saoudien, issu du pacte du XVIIIe siècle entre la tribu des Saoud et la secte fondamentaliste et rigoriste des Wahhab, il y a une obsessionnelle volonté de retour aux sources, qui ne laisse de place à aucune intercession, aucun disciple ou savant entre l'Homme et son créateur, ente le musulman et Allah. Aussi, pour nombre de Saoudiens, l'islam turc, parce qu'il laisse vénérer des personnalités soufies, des *tarikat* ou ordre religieux, est considéré comme un mauvais islam. Il relève du *shirk*, c'est-à-dire de l'associationnisme, d'une confusion entre l'Homme et Dieu, proscrite dans l'islam. Et pour l'islam turc, l'islam wahhabite

[6] Madawi Al Rasheed, *A History of Saudi Arabia*, Cambridge University Press, 2010, 342 p.

des Saoudiens est dogmatique et figé [7]. Enfin, et sans doute le plus important des différends et différences entre l'Arabie Saoudite et la Turquie, est leur vision de l'Islam politique, de la place et du rôle que doit avoir l'islam dans la gestion de la cité. Conformément à la pensée des Frères Musulmans dont il s'est largement inspiré, l'islam politique turc, depuis Erbakan jusqu'à son mentor Erdogan, conçoit l'islam politique dans le cadre de la consultation, de l'élection, *shura* du peuple, pour le choix de ses dirigeants. Comme dans l'Iran de la République islamique, l'islam turc et celui des Frères musulmans, comme on l'a vu avec Mohammad Morsi en Egypte, le pouvoir politique se fonde sur un jeu électoral complexe qui a recours à la participation des citoyens pour être légitimé. En Arabie saoudite on est aux antipodes de cette forme d'Islam politique puisque les citoyens ne participent en rien au choix du dirigeant issu du droit divin et dont le pouvoir se transmet de père en fils. Aussi, dans le contexte de l'affaire Khashoggi, ce qui dérangeait les commanditaires de son assassinat était précisément le fait que le journaliste cautionnait l'islam politique tel que pratiqué en Turquie, voire en Iran[8], et certainement dans l'Egypte de Mohammad Morsi, avant que celui-ci ne soit déposé par Al Sissi, avec l'aide de la dynastie des Saoud qui est depuis le coup d'Etat militaire de 2013, le plus ferme soutien politique et financier de la dictature égyptienne. En d'autres termes, c'est parce que Khashoggi était proche de l'incarnation turque, voire iranienne de l'islam politique, qu'il a été éliminé par les Saoudiens, et c'est pour la même raison qu'il est devenu un objet de crispation et d'activisme politique pour la Turquie d'Erdogan. A travers cette affaire, c'est la compétition pour la suprématie dans le monde musulman sunnite, voire au-delà, qui s'exprime entre les puissances modèles régionales. Et en cela la Turquie vient de marquer quelques points face à son rival sunnite. L'horreur de l'affaire relègue l'Arabie saoudite au rang périphérique d'un pouvoir indigne, et par-là même absout Erdogan de ses propres manquements à ses obligations et promesses démocratiques, jusqu'à être pour certains perçu comme le nouveau sultan-calife à la tête du monde musulman. On peut ajouter des dimensions plus géopolitiques à ces premières considérations politico-religieuses [9].

Par le jeu renouvelé des alliances, Erdogan enserre également l'Arabie saoudite, pour que cette dernière desserre à son tour l'étau contre le Qatar, un des rares alliés de la Turquie dans la région. En effet, l'Arabie saoudite et ses alliés (principalement les Emirats arabes unis et le Bahreïn, mais aussi l'Egypte) exercent une forte pression sur le Qatar qui, dans la région, apparaît comme un soutien assez évident aux Frères musulmans –et ce, alors même que l'islam wahhabite est la confession officielle de l'émirat [10]. Et le Qatar bénéficie du soutien de la Turquie, ne serait-ce que par la présence sur son sol de la seule base militaire turque en dehors de ses frontières nationales. Ainsi, un des objectifs de la Turquie dans l'affaire Khashoggi est de faire pression sur l'Arabie saoudite pour qu'elle lève, ou du moins allège, le blocus imposé au Qatar.

De la même manière, en mettant en difficulté l'Arabie saoudite, la Turquie règle ses comptes avec ce royaume qui apporte le plus grand soutien financier et économique, au dirigeant du Moyen-Orient le plus honni par la Turquie, le maréchal Abdelfattah al-Sissi, le bourreau des Frères musulmans en Egypte. Cette question est cruciale car la destitution de Mohammad al Morsi en Egypte en 2013 a eu un effet considérable sur la vision de l'AKP de la démocratie[11], et explique en grande partie pourquoi au cours de la même année, le mouvement de protestation de Gezi a été écrasé avec brutalité, sans la

[7] L'islam wahhabite est majoritaire dans le royaume, mais y sont présents aussi un islam sunnite non wahhabite dans la région du Hedjaz (ouest) et une importante minorité chiite duodécimaine dans la Province orientale (est)

[8] Graham Fuller, "The Geopolitics of the Khashoggi Murder », Blog, October 2018, http://grahamefuller.com/the-geopolitics-of-the-khashoggi-murder/

[9] Mustafa Akyol, "Khashoggi's Death Is Highlighting the Ottoman-Saudi Islamic Rift", *Foreign Policy*, 17, October 2018, https://foreignpolicy.com/2018/10/17/khashoggi-was-the-victim-of-an-ottoman-saudi-islamist-war /

[10] David Roberts, "Qatar and the Muslim Brotherhood: Pragmatism or Preference?", *Middle East Policy Council*, https://www.mepc.org/qatar-and-muslim-brotherhood-pragmatism-or-preference

[11] Mustafa al Labbad, « Ten Similarities Between Morsi and Erdogan », *Al Monitor*, June 2013, https://www.al-monitor.com/pulse/politics/2013/06/similarities-between-taksim-and-tahrir.html

moindre recherche de dialogue et de compromis qui étaient pourtant, à l'époque, dans la grammaire politique du pouvoir AKP.

Enfin, toujours en termes de politique régionale, la Turquie cherche aussi à régler ses comptes avec l'Arabie saoudite dont elle n'approuve pas toute la politique syrienne. Alors qu'initialement la Turquie et l'Arabie avaient adopté la même ligne, en soutenant l'opposition syrienne pour forcer le départ de Bachar al Assad, l'évolution de la situation sur le terrain a engendré des divergences entre les deux États. L'Arabie saoudite, qui a largement soutenu au début de la guerre des groupes djihadistes sunnites, avant que certains d'entre eux ne se retournent contre leurs financiers du Golfe, a ultérieurement apporté une aide financière aux Forces Démocratiques Syriennes (FDS) [12], forces politico-militaires contrôlées par les Kurdes du PYD (filiale syrienne du PKK turc). Or, la Turquie considère le PYD/PKK comme une véritable organisation terroriste dont elle cherche à empêcher le renforcement en Syrie. De ce fait, l'affaire Khashoggi offre à Erdogan, en difficulté depuis que la crise syrienne a en partie ruiné sa politique intérieure et régionale, un nouveau levier pour tenter de faire pression sur les États-Unis. Ces derniers sont évidemment concernés par l'affaire, car outre le fait que l'Arabie saoudite reste et demeure leur alliée, Khashoggi était résident américain, et travaillait pour un prestigieux quotidien américain.

2) L'affaire Khashoggi et ses implications pour les relations entre la Turquie et les États-Unis

Les relations turco-américaines achoppent sur plusieurs obstacles depuis plusieurs années. Et, notamment, depuis 2013, quand les deux pays divergent dans leur vision et intérêts régionaux. Plus que le raidissement du pouvoir politique en Turquie qui suscitait l'irritation de Barack Obama mais qui n'embarrasse pas particulièrement Donald Trump, trois dossiers pèsent sur les relations bilatérales : le dossier iranien, la crise syrienne, mais aussi et surtout la question de l'opposant Fethullah Gülen.

Dans l'affaire iranienne, la Turquie, malgré sa crainte relative d'une montée en puissance régionale de son voisin chiite, n'a jamais été solidaire de la « croisade » de l'Occident face au programme nucléaire iranien. Priorité absolue pour les États-Unis et leur allié saoudien, la surveillance du programme nucléaire iranien n'a jamais été un souci pour la Turquie. Bien avant le compromis trouvé entre l'Iran et les cinq États membres permanents du conseil de sécurité des Nations Unis, plus l'Allemagne et l'Union Européenne le 14 juillet 2015, la Turquie, le Brésil et l'Iran avaient élaboré en 2010 un accord alternatif à celui qu'envisageaient les grandes puissances, soucieuses de ne pas perdre leurs prérogatives dans la gouvernance des affaires internationales[13]. Le projet tripartite Ankara-Brasilia-Téhéran avait été rejeté sans délai. Malgré sa différence et sa relative compétition avec la Turquie, l'Iran est un voisin et partenaire crucial pour la Turquie. Les économies turque et iranienne sont complémentaires ; les frontières entre Iran et l'Empire ottoman/Turquie n'ont pas bougé depuis le 1639, date de signature du traité de Qasr-e-Chirin entre l'Empire ottoman et l'Empire safavide ; et la Turquie a une dépendance énergétique considérable envers l'Iran, l'un de ses grands fournisseurs de gaz avec la Russie [14]. Il est ainsi de notoritété publique que la Turquie n'a jamais respecté l'embargo contre l'Iran, et que des institutions aussi prestigieuses que des banques publiques turques, notamment Halkbank, ont contourné l'embargo malgré les interditions américaines. De fait, deux hommes d'affaires turcs, Reşit Tavan et Reza Zerrabh, sont pour cela emprisonnés aux États-Unis, et des banques turques sont susceptibles d'être condamnées à de très lourdes pénalités financières qui,

[12] Saudi Arabia says it's given $100 million to northeast Syria, AP, CNBC, https://www.cnbc.com/2018/08/17/saudi-arabia-says-its-given-100-million-to-northeast-syria.html

[13] James Reinl, "US rejects Iran nuclear deal brokered by Turkey and Brazil and sets up new sanctions", *The National*, May 2010, https://www.thenational.ae/world/us-rejects-iran-nuclear-deal-brokered-by-turkey-and-brazil-and-sets-up-new-sanctions-1.537657

[14] Nader Habibi, Turkey and Iran: Growing Economic Relations Despite Western Sanctions, Brandeis University, May 2012, https://www.brandeis.edu/crown/publications/meb/MEB62.pdf

si elles venaient à être appliquées, pourraient aggraver les difficultés de l'ensemble de l'économie turque[15]. Déchiré, comme il l'avait annoncé pendant sa campagne, par Donald Trump, l'accord sur le nucléaire entraîne le retour imposé par Washington au train de sanctions internationales mis en œuvre à partir du milieu de la décennie 2000 – les lourdes sanctions américaines n'ayant, quant à elles, jamais été levées. La Turquie ne respectera pas ce rétablissement des sanctions internationales, et paraît prête à s'engager dans un nouveau bras de fer contre les sanctions américaines, y compris pour obtenir la libération de ses hommes d'affaires. Outre Israël, l'autre grand allié américain dans la région, l'Arabie saoudite soutient bien évidemment la position américaine et les nouvelles sanctions contre l'Iran. Or, plus Erdogan met la pression sur l'Arabie saoudite dans l'affaire Khashoggi, plus il affaiblit le front anti iranien, ce qui est un moyen de réduire la pression américaine sur la Turquie.

Le dossier syrien est une autre pomme de discorde entre la Turquie, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. Au début de la crise syrienne, les trois pays partageaient à peu près la même vision et le même objectif de remplacement de Bachar al Assad au pouvoir. Or, la situation sur le terrain en Syrie s'est enlisée et a vite dégénéré. Le régime s'est maintenu au pouvoir avec une brutalité sans limites –et l'aide apportée en urgence par les Gardiens de la révolution iraniens, et les miliciens du Hezbollah libanais. Depuis l'intervention massive des Russes en 2015, tournant majeur dans le conflit, ceux qui étaient hier unis contre Bachar al-Assad, ne poursuivent plus les mêmes objectifs en Syrie. La Turquie s'est retrouvée engluée dans la crise syrienne, et le fossé n'a cessé de se creuser avec Washington. Face à l'émergence et à l'implantation territoriale de DAESH en Syrie et en Irak (2013-2017), l'Amérique et tout l'Occident ont abandonné l'objectif du changement de régime à Damas, pour concentrer tous leurs efforts à endiguer, puis refouler et éliminer, la menace djihadiste. Et pour s'en préserver, alors qu'elle considére officiellement le PKK comme une organisation terroriste, Washington a feint d'ignorer le lien organique entre cette organisation et son prolongement syrien, le PYD et la branche militaire de cette dernière, le YPG. Et ce, au mépris des intérêts proclamés et bien connus de l'allié turc. Les tergiversations initiales des Occidentaux en Syrie –et en particulier celles du président Obama à Washington, puis la focalisation sur la lutte anti-djihadiste, a alimenté des tensions croissantes avec Ankara.

Plus fondamentalement, ce qui suscite la colère d'Ankara dans cette la politique américaine en Syrie, c'est que dans leur accord avec le PYD pour mener la guerre contre DAESH, les Américains n'ont même pas jugé utile de conditionner l'accord à l'obligation faite à un PYD lié au PKK à ne pas rouvrir les hostilités contre la Turquie[16]. Un tel accord, qui aurait pu préserver le processus de négociation entre la Turquie et le PKK, ouvert en 2012-2013, mais vite refermé , aurait peut-être permis à la Turquie d'être moins exposée aux attaques du PKK et de mieux gérer son processus de paix avec le mouvement national kurde. Or, dans le souci d'efficacité de la lutte contre DAESH, les Américains ont passé outre, par naïveté peut-être, ou par désintérêt. Les faits ont alimenté les inquiétudes turques. Ayant apparemment récupéré une partie des armes fournies par Washington pour combattre DAESH, le PKK a décidé, en 2015, de lancer, pour la première fois dans son histoire, une « guerre des villes » dans les métropoles à majorité kurde du sud-est de la Turquie. Les chefs militaires du PKK, installé dans les Monts Qandil, au nord-est de l'Irak, ont cru que le fait autonome kurde en Syrie, s'ajoutant à l'isolement de la Turquie et à sa quasi rupture avec les alliés occidentaux, allaient provoquer une insurrection populaire dans les villes kurdes de Turquie[17]. Cette stratégie du PKK s'est révélée totalement contre-productive : l'armée turque a écrasé les quartiers urbains passés ous le contrôle du PKK, au prix de très lourdes pertes humaines et matérielles. Conscients que leur soutien au PKK a très fortement altéré leur relation avec la Turquie, les Américains (et leurs alliés presents sur le terrain : Français et Britanniques) continuent cependant, au nom de la priorité absolue à la lutte contre DAESH,

[15] Jose Pagliery, "Turkey's Erdogan helped Iran evade US sanctions, witness claims", *CNN News*, December 2017, https://edition.cnn.com/2017/11/30/middleeast/reza-zarrab-us-trial-erdogan/index.html

[16] Michael Goodyear, "Turkish-American Relations and the Kurdish Thorn of Syria", *E-ir International relations*, April 2017, https://www.e-ir.info/2018/04/17/turkish-american-relations-and-the-kurdish-thorn-of-syria/

[17] Interntaional Crisis Group, "The PKK's Fateful Choice in Northern Syria", *Report N° 176*, May 2017, https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/syria/176-pkk-s-fateful-choice-northern-syria

à soutenir les Forces Démocratiques Syriennes, forces officiellement « kurdo-arabes » mais dans les faits contrôlées par le PYD. De leur côté, les Saoudiens, sans soutenir militairement les FDS comme ils l'avaient fait initialement pour les groupes djihadistes sunnites, apportent néanmoins un soutien financier aux forces arabo-kurdes[18], au grand dam de la Turquie. C'est pourquoi la Turquie instrumentalise l'affaire Khashoggi pour faire pression sur les États-Unis via l'Arabie saoudite, pour les contraindre à réviser leur politique syrienne, ou au moins à prendre en compte les principaux intérêts stratégiques de la Turquie dans ce dossier : empêcher les Kurdes du Rojava de contrôler la longue frontière turco-syrienne ; les empêcher de proclamer une indépendance qui serait évidemment perçue comme un exemple à suivre par une partie des Kurdes de Turquie.

Enfin, l'assassinat du journaliste saoudien permet à Ankara d'établir un lien entre cette affaire et le dossier Fethullah Gülen, qui est une préoccupation permanente pour le président turc, régulièrement remise sur le devant de l'actualité par les médias turcs. Parti en exil volontaire aux États-Unis en 1999, quand le contexte politique turc était peu favorable à une mouvance religieuse influente, ambiguë et insaisissable, le prédicateur Fethullah Gülen et son mouvement sont devenus un précieux allié pour Recep Tayyip Erdogan quand ce dernier a accédé au pouvoir en 2003. Jusqu'en 2013, parce que les deux leaders et leurs familles respectives avaient des intérêts communs, parce qu'ils étaient tous deux originaires de l'Anatolie profonde, conservatrice et pieuse, l'entente entre le politique Erdogan et le prédicateur Gülen était quasi fusionnelle[19]. Le pouvoir politique de l'AKP profitait à la mouvance de Gülen, et cette dernière, forte d'une armada transnationale (Turquie, Balkans, Asie centrale, Afrique) de réseaux d'influence, écoles, médias, connexions commerciales, mettait son *soft power* au service du pouvoir Erdogan, dont elle vantait les mérites et la vertu démocratique. Tout en infiltrant et parfois noyautant les structures de l'État : non seulement le secteur de l'éducation, mais surtout les ministères et administrations stratégiques : la police, la justice, et quelques secteurs de l'armée.

Puis, pour une multitude de raisons, notamment parce que le pouvoir AKP s'est renforcé et que la mouvance de Gülen s'est révélée plus exigeante en matière de partage du pouvoir aussi bien en Turquie qu'à l'étranger, les relations se sont détériorées[20]. Et de détériorées, elles ont dégénéré en travail de sape des deux côtés. Erdogan a considérablement limité le poids des gülenistes dans la société, en adoptant des réformes éducatives préjudiciables aux multiples sociétés (écoles, lycées, universités, centres culturels) détenues et opérées par le mouvement. En représailles, les gülenistes sont passés à l'action et, en décembre 2013, en réaction aux réformes coercitives engagées par le pouvoir contre le mouvement, des procureurs et disciples de Fethullah Gülen ont révélé des affaires de corruption qui touchaient l'entourage d'Erdogan, notamment ses ministres et même une partie de sa famille. Le but de l'opération visait à affaiblir Erdogan en le discréditant, pour provoquer sa démission. Or, c'est tout le contraire qui s'est passé, puisque l'appareil judiciaire lui-même s'est immédiatement retrouvé dans la tourmente, et a été brutalement purgé de ses éléments gülenistes. La chasse aux sorcières contre Gülen et les siens, commencée au cœur de l'État s'est étendue à toute la société civile, devenant ainsi une guerre totale. Pourtant, cette campagne contre la mouvance n'a pas complètement neutralisé la nébuleuse güleniste, qui s'est encore illustrée par sa participation au coup d'État du 15 juillet 2016 – une contribution difficile à mesurer même si le régime d'Ankara en est arrivé à attribuer à l'imam Gülen une responsabilité centrale dans l'affaire. Cette tentative de renversement du pouvoir et ses suites participent à empoisonner les relations de la Turquie avec les États-Unis. Pour Erdogan, il n'y a aucun doute que la mouvance de Gülen est la principale instigatrice du coup d'État raté[21]. Et à ce titre la Turquie a qualifié la mouvance de Gülen « *d'organisation*

[18] Wladimir van Wilgenburg, "Saudi Arabia to invest $100 million in SDF-held northeastern Syria", *Kurdistan 24*, August 17-2018, http://www.kurdistan24.net/en/news/b51aa096-797d-4e2e-95b2-9dd3b1286003

[19] Hakan Yavuz, Bayram Balci, *Turkey's July 15th Coup, What Happened and Why ?*, Utah University Press, 2017

[20] Jillian Kestler-D'Amours, "Dissecting Turkey's Gulen-Erdogan relationship", *Middle East Eye*, Thursday 21 July 2016, https://www.middleeasteye.net/news/analysis-dissecting-turkeys-gulen-erdogan-relationship-528239159

[21] Dexter Filkins, "Turkey's Thirty-Year Coup, Did an exiled cleric try to overthrow Erdoğan's government?", *The New Yorker*, October 17, 2016, https://www.newyorker.com/magazine/2016/10/17/turkeys-thirty-year-coup

terroriste » (*Fethullahçı Terör Örgütü, FETÖ*), interdisant et réprimant toute entité et institution liée à la mouvance. Erdogan continue d'exiger l'extradition de Fethullah Gülen, installé en Pennsylvanie, vers la Turquie. Or, pour les États-Unis, la question ne se pose même pas, car elle estime que les preuves avancées à ce jour sont largement insuffisantes à accuser Gülen. Si la Turquie n'y voit que complaisance et complicité, comment expliquer et qualifier cette relation entre le mouvement de Gülen et l'Amérique ?

Il est difficile d'obtenir des preuves juridiques solides qui satisfassent l'administration américaine quant à l'implication au moins partielle de Gülen et de ses disciples dans le coup d'État raté, même si celle-ci, au moins partielle parait quasi-certaine.

Pour ce qui est des États-Unis, dans son rapport au monde musulman, l'Amérique a toujours été à la recherche du « bon islam », c'est-à-dire d'une forme modérée, ouverte et compatible avec la démocratie, telle qu'elle s'inscrit dans une alliance avec l'Amérique et ses valeurs[22]. En 1999, quand Fethullah Gülen s'installe aux États-Unis, il n'est pas exagéré de dire qu'il y a une certaine rencontre, une convergence entre cet islam idéalisé tel qu'imaginé aux Etats-Unis et l'islam défendu par Fethullah Gülen. Mais en même temps, il se pourrait que l'imam turc se soit rapproché de cet islam idéalisé en Occident pour conforter sa place aux États-Unis, et y trouver du même coup un soutien à une mouvance construite pendant plusieurs décennies sous formes d'écoles ou de fondations dans le monde entier. Et il est vrai qu'en Asie centrale à partir de la fin de la Guerre froide, et sur d'autres continents par la suite, les nombreuses associations et les disciples de Gülen ont défendu des principes chers à l'Amérique : libéralisme, économie de marché, islam modéré, dialogue entre les cultures et les religions, etc. En Amérique même, le mouvement possédait et possède toujours de multiples fondations et associations culturelles et éducatives, et une bonne partie de l'élite dirigeante qui s'intéresse aux relations entre la Turquie et les États-Unis continue à percevoir positivement de Fethullah Gülen[23]. Pendant toutes les années où les relations entre Fethullah Gülen et Erdogan étaient bonnes, quand ces deux dirigeants se complétaient et se confortaient en bâtissant un *soft power* turc laïque, l'Amérique ne pouvait que se satisfaire de ces deux alliés. Or, à partir de 2013 quand les premières fissures érodent l'alliance entre Erdogan et Gülen, les Américains vont clairement choisir le camp de Gülen contre celui d'Erdogan, accusé de s'éloigner de ces valeurs américaines : la Maison blanche sous le président Obama s'irritant de plus en plus de *« la dérive autoritaire du pouvoir en Turquie* »[24]. Dans la guerre qui va alors s'ouvrir entre le mouvement de Gülen et le pouvoir d'Erdogan, sans le dire ouvertement, l'Amérique semble davantage critiquer la politique d'Erdogan que les agissements de Fethullah Gülen. Ceux-ci, il est vrai, se situent dans l'ombre, sous la forme d'infiltrations dans l'appareil d'Etat difficiles à mesurer. Mécontente de la dérive autoritaire d'Erdogan, l'élite dirigeante américaine estime désormais que la mouvance de Gülen est plus démocratique. Ce qui ne laisse pas d'étonner quand on se souvient de la manière dont les deux hommes et leurs deux forces ont été intimement liées dans le combat pour accéder au pouvoir. Par l'action invisible, non publique, pour l'imam Gülen, chef à vie à la tête d'un mouvement qui est une secte confessionnelle ; par la voie électorale pour R.T. Erdogan, confirmé depuis 2002 d'élection en élection locale, législative puis présidentielle. Le président turc rejette donc l'attitude américaine, qu'il estime ressortir d'un soutien politique à peine déguisé. Ankara demande donc avec obstination l'extradition de Gülen. Ancien allié-associé de Gülen , Erdogan sait mieux que quiconque combien et où se situe la force des gülenistes. En la personne de Gülen lui-même, au cœur d'une nébuleuse qui garde de solides ancrages, malgré la guerre que lui mène le pouvoir turc en Turquie et à l'étranger. Ankara cherche ainsi à obtenir

[22] Joshua Muravchik, Charlie Szrom, "In Search of Moderate Muslims", *American Enterprise Institute,* February 2008, http://www.aei.org/publication/in-search-of-moderate-muslims/

[23] Suzy Hansen, The Global Imam, *The New Republic*, November 10, 2010, https://newrepublic.com/article/79062/global-turkey-imam-fethullah-gulen

[24] Michael Reynolds, "Damaging Democracy: The U.S., Fethullah Gülen, and Turkey's Upheaval", *Foreign Policy Research Institute, September*, 2016, https://www.fpri.org/article/2016/09/damaging-democracy-u-s-fethullah-gulen-turkeys-upheaval/

des pouvoirs locaux de rattacher les structures éducatives et culturelles gülenistes aux ambassades de Turquie ; ou à négocier leur fermeture pure et simple si la récupération se révèle impossible. Nombre d'écoles et d'associations gülenistes ont fermé dans le monde, en Asie, en Afrique, mais la nébuleuse est encore active dans des pays occidentaux, en particulier en Allemagne et aux États-Unis, où des centaines de partisans de Gülen ont demandé et obtenu l'asile politique. La deuxième raison de l'insistance d'Erdogan sur l'extradition est plus prosaïque : elle permet en politique intérieure de répéter à l'envi que l'ennemi de la nation est protégé par l'étranger –les Etats-Unis, allié sur le papier mais ennemi des intérêts de la Turquie en réalité. Washington est ainsi, classiquement, un bouc émissaire étranger commode. Enfin, obtenir l'extradition de Gülen montrerait aussi en politique intérieure, la force et la détermination d'un dirigeant intransigeant, mais efficace. Même si cela ne contribuerait certainement pas à améliorer en Occident une image de dirigeant de plus en plus autoritaire et illibéral.

On le voit : vue à travers le prisme d'Ankara, l'affaire Khashoggi ressemble un peu à une poupée russe. Son instrumentalisation par le président turc est à dimension internationale (les relations avec les Etats-Unis), régionale (l'Arabie saoudite, le monde musulman, la Syrie) et intérieure (le contrôle hégémonique du pouvoir).